

# Conseil Fédéral du Développement Durable (CFDD)

## Avis sur la liste des critères proposés en vue de la révision de la Circulaire P&O/DD/2 comportant la politique d'achat de l'autorité fédérale stimulant l'utilisation de bois provenant de forêts exploitées durablement

- Demandé par le Ministre du Climat et de l'Energie, M. Magnette, dans une lettre datée du 8 juillet 2009
- Préparé par le groupe de travail normes de produit
- Approuvé<sup>1</sup> par l'assemblée générale du 25 septembre 2009 : voir annexe 2
- La langue originale de cet avis est le français

### 1. Contexte de la demande d'avis

- [a] Le Ministre du Climat et de l'Energie, Paul Magnette, a saisi le CFDD d'une demande d'avis sur la liste des critères proposés en vue de la révision de la circulaire P&O/DD/2 comportant la politique d'achat de l'autorité fédérale stimulant l'utilisation de bois provenant de forêts exploitées durablement<sup>2</sup>. La demande, datée du 8 juillet 2009, demande que le CFDD formule son avis dans un délai de trois mois.
- [b] La circulaire P&O/DD/2 a été adoptée en 2005 pour stimuler l'achat de bois durable par les administrations fédérales. Cette circulaire s'inscrivait dans le cadre du Plan d'action européen pour la lutte contre le bois illégal<sup>3</sup>. Elle mettait également en œuvre un des points du 2<sup>e</sup> Plan fédéral de développement durable<sup>4</sup>. Le CFDD a rendu un avis sur cette circulaire le 8 juillet 2005<sup>5</sup>.
- [c] La circulaire, qui est entrée en vigueur le 18 mars 2006, prévoit qu'un avis du CFDD doit être demandé tous les deux ans, en vue, notamment, d'évaluer celle-ci sur base d'un rapport d'experts. En 2008, l'administration a donc commandé une étude à un consultant anglais spécialisé dans les systèmes de certification (ProForest).
- [d] Les résultats de cette étude indiquent que les critères définis dans la circulaire de 2005 sont insuffisants et trop génériques dans leur formulation, et qu'ils doivent donc être revus. Ils indiquent également que le système de double liste est trop complexe et devrait être abandonné : l'analyse des liste 1 et 2 a en effet indiqué qu'il n'est ni pertinent, ni pratique de distinguer les systèmes de certification nationaux. L'étude souligne aussi qu'il est très difficile de trouver des produits à 100% durables, et suggère de peut-être définir une marge de tolérance.
- [e] L'étude a par ailleurs été l'occasion de mener une enquête auprès des administrations, en vue de déterminer si la circulaire est bien implémentée. Il n'existe en effet aucune donnée de suivi à cet égard. Il ressort des interviews menées que le système est complexe et difficile à mettre en œuvre pour les personnes en charge des marchés publics, malgré le Guide des achats durables disponible en ligne. Celles-ci manquent de connaissances à l'égard des systèmes concernés (FSC-PEFC). En outre, il arrive qu'elles pensent erronément que la circulaire n'est pas applicable à certains achats, notamment en cas de sous-traitance. Selon l'étude, cela démontre la nécessité d'un système de contrôle permettant d'assurer une bonne mise en œuvre de la directive, même s'il faut reconnaître d'autre part que, dans l'ensemble, beaucoup d'efforts sont faits en vue de la respecter.

<sup>1</sup> L'avis a été approuvé par tous les membres ayant droit de vote qui ont participé au vote, à l'exception de Mme Anne Panneels (FGTB / vice-présidente), Jehan Decrop (CSC), Sébastien Storme (FGTB) et Daniel Van Daele (FGTB), qui se sont abstenus.

<sup>2</sup> Circulaire P&O/DD/2 du 18 novembre 2005 comportant la politique d'achat de l'autorité fédérale stimulant l'utilisation de bois provenant de forêts exploitées durablement, *M.B.* 9 février 2006.

<sup>3</sup> Communication de la Commission au Conseil et au Parlement européen : « Application des réglementations forestières, gouvernance et échanges commerciaux (FLEGT): Proposition relative à un plan d'action de l'Union européenne » [[COM\(2003\) 251](#) final – Non publié au Journal officiel].

<sup>4</sup> [Deuxième plan fédéral de développement durable 2004-2008](#), consultable sur le site [www.cidd.be](http://www.cidd.be), dans la rubrique 'publications'.

<sup>5</sup> [Avis n°6 du 8 juillet 2005](#) sur une circulaire en matière de politique fédérale d'achat de bois exploité de manière durable, consultable sur le site [www.cfdd.be](http://www.cfdd.be) dans la rubrique 'publications'.

- [f] Sur base des résultats de cette étude, ainsi que sur base des discussions qui ont eu lieu dans le cadre du Printemps de l'environnement<sup>6</sup>, l'administration a travaillé à la définition de critères plus précis.
- [g] Ces critères ne se veulent pas réellement 'nouveaux'. Ils ont été rédigés au départ des critères de la circulaire existante, et sur base des critères retenus pour la définition du bois durable dans d'autres pays européens : Royaume-Uni, Danemark et Pays-Bas. Cette volonté de l'administration de rester dans le cadre de ce qui existe déjà s'explique par la probabilité d'une harmonisation à ce sujet au niveau européen. En effet, un groupe de travail de la Commission européenne travaille actuellement à la définition de principes pour les marchés publics portant sur du bois ou des produits à base de bois.<sup>7</sup> Une révision de la circulaire avant l'aboutissement de ce processus européen est cependant souhaitée par l'administration car le processus européen risque de ne pas aboutir avant plusieurs années.
- [h] Les critères proposés ont également fait l'objet d'une concertation avec les administrations des Régions, compte tenu de leurs compétences en matière de gestion forestière.
- [i] Il est demandé au CFDD de se prononcer sur la liste des critères proposés, en vue de mettre en lumière ses éventuelles lacunes. Le fonctionnaire chargé du dossier a en outre souligné qu'il n'est par contre pas demandé au CFDD de se prononcer sur les systèmes de certification existants. En effet, la détermination de la liste des systèmes et produits conformes aux critères retenus se fera lors d'une étape ultérieure. L'objectif de cette démarche *bottom-up* est de pouvoir définir dans la circulaire ce qu'on entend par « bois durable » indépendamment des deux grands systèmes de certification connus (FSC et PEFC), et donc, de permettre la reconnaissance de systèmes ou produits équivalents en terme de durabilité.
- [j] Complémentairement à ces éléments qui explicitent la demande d'avis, il est également utile de rappeler ce que le bois certifié représente en termes de parts de marché, que ce soit au niveau belge ou au niveau mondial. Au niveau belge, d'après l'étude ProBos qui a été présentée le 1<sup>er</sup> septembre 2009 concernant les données de 2008<sup>8</sup>, le bois certifié représente 15% des produits à base de bois utilisés en Belgique. Et au niveau mondial, si on compare les données de FSC<sup>9</sup> et PEFC<sup>10</sup> à celles du FAO<sup>11</sup>, on peut déduire qu'environ 11% de la superficie forestière mondiale est concernée par une procédure de certification.

Le tableau ci-dessous, réalisé à partir des données de septembre 2009 de FSC<sup>12</sup> et PEFC<sup>13</sup>, donne un aperçu des superficies certifiées en Belgique et dans les pays voisins de la Belgique par ces deux systèmes :

<b>Country</b>	June 2009	PEFC		FSC	
	<b>Total Forest area</b>	<b>area</b>	<b>%</b>	<b>area</b>	<b>%</b>
Belgium	700.000 Ha	281.052 Ha	40%	16.806 Ha	2%
Luxembourg	100.000 Ha	26.505 Ha	26%	18.835 Ha	19%
France	17.300.000 Ha	5.114.484 Ha	29%	16.610 Ha	0,10%
Germany	11.100.000 Ha	7.336.895 Ha	66%	451.711 Ha	4%
Netherlands	400.000 Ha	0 Ha	0%	151.611 Ha	38%
<b>TOTAL :</b>	<b>29.600.000 Ha</b>	<b>12.758.936 Ha</b>	<b>43%</b>	<b>655.573 Ha</b>	<b>2%</b>

<sup>6</sup> Discussions au sein de l'atelier « production et consommation durables et biodiversité » du groupe de mesures relatives aux marchés publics durables. Les documents utiles sont consultables sur le site [www.printempsdelenvironnement.be](http://www.printempsdelenvironnement.be).

<sup>7</sup> Standing forestry committee ad hoc working group on public procurement of wood and wood-based products, Directorate-General for agriculture and rural development, European Commission.

<sup>8</sup> Etude disponible auprès du département 'Environnement' du SPF SPSCAE.

<sup>9</sup> 115 millions d'ha : site <http://www.fsc.org/>, données de septembre 2009.

<sup>10</sup> 225 millions d'ha : <http://register.pefc.cz/statistics.asp>, données de septembre 2009.

<sup>11</sup> 3 952 025 000 ha : <ftp://ftp.fao.org/docrep/fao/011/i0350e/i0350e04b.pdf>, données de 2005.

<sup>12</sup> [http://www.fsc.org/fileadmin/web-data/public/document\\_center/powerpoints\\_graphs/facts\\_figures/09-06-15\\_Global\\_FSC\\_certificates\\_-\\_type\\_and\\_distribution\\_-\\_FINAL.pdf](http://www.fsc.org/fileadmin/web-data/public/document_center/powerpoints_graphs/facts_figures/09-06-15_Global_FSC_certificates_-_type_and_distribution_-_FINAL.pdf)

<sup>13</sup> <http://register.pefc.cz/statistics.asp>

## **2. Avis**

### 2.1. Quant à la demande d'avis

- [1] Avant tout autre remarque, le Conseil souhaite souligner l'inadéquation du moment où la demande d'avis lui a été soumise. En effet, bien que cette demande ait été annoncée depuis longtemps, elle n'a été envoyée au Conseil qu'au début du mois de juillet. Or, pendant la période estivale, il est particulièrement difficile de réunir assez de représentants que pour représenter l'ensemble des membres du Conseil. Il en résulte que, même si la demande d'avis a été demandée dans un délai de trois mois, les réunions préalables à la rédaction de l'avis doivent être concentrées sur une période d'un mois, ce qui est regrettable pour la qualité et l'exhaustivité de l'avis. Le Conseil demande par conséquent au Ministre de bien vouloir tenir compte de cet aspect pour l'introduction de ses futures demandes d'avis.

### 2.2. Remarques et commentaires d'ordre général

- [2] Le Conseil soutient l'initiative de révision de la circulaire P&O/DD/2, et approuve la recommandation de ProForest de soumettre les différents systèmes de certification existants à une évaluation fondée sur une liste de critères objectifs en vue d'être reconnus. Le Conseil se divise cependant sur la question de savoir quels devraient être ces critères objectifs qui seraient dorénavant retenus pour orienter la politique fédérale d'achat de bois et de produits à base de bois.
- [3] <sup>14</sup>Certains membres du Conseil<sup>15</sup> considèrent que les critères de durabilité retenus devraient être identiques<sup>16</sup> aux critères européens de durabilité définis pour les biocarburants et les bioliquides<sup>17</sup>, ceux-ci étant sur le point d'être étendus à l'ensemble de la biomasse à des fins énergétiques.<sup>18</sup> Ces membres soulignent qu'en parallèle au travail mené sur ces critères, la Commission va présenter tous les deux ans un rapport sur l'incidence de l'augmentation de la demande de biocarburants sur la viabilité sociale ainsi que sur le respect des droits d'usage des sols. Le rapport indiquera également si le pays a ratifié et mis en œuvre chacune des conventions de l'Organisation internationale du travail relatives notamment au travail forcé, aux libertés syndicales, à l'égalité de rémunération, etc. Ils soulignent également que les critères européens de durabilité, soutenus et acceptés par les Etats-membres, tombent sous le champ d'application de l'article 95 du traité de la Communauté européenne. En conséquence, les Etats-membres ne peuvent ni rajouter ni adapter les critères de durabilité de la Directive au niveau national. De la sorte, un véritable marché européen, non cloisonné, des biocarburants et des bioliquides sera mis en place.

---

<sup>14</sup> S'abstiennent pour cette fourchette : Mr Theo Rombouts – président ; Mr Piet Vanden Abeele (UNIZO) – représentant des employeurs ; Mr Dries Lesage (UG) – représentant du monde scientifique.

<sup>15</sup> Membres qui soutiennent cette position : Mme Isabelle Callens (FEB) – vice-présidente ; Mme Isabelle Chaput (Essenscia), Mr Arnaud Deplae (UCM), Mme An Nachtergaele (FEVIA), Mme Marie-Laurence Semaille (FWA), Mr Olivier Van Der Maren (FEB) – représentants des employeurs ; Mme Hilde De Buck (Electrabel), Mr Frank Schoonacker (SPE) – représentants des producteurs d'énergie ; Mme Monique Carnol (ULG), Mr Reinhart Ceulemans (UA), Mme Lieve Helsen (KUL) – représentants du monde scientifique.

<sup>16</sup> Sauf pour les émissions de gaz à effet de serre qui n'ont pas lieu d'être si le bois n'est pas utilisé à des fins énergétiques.

<sup>17</sup> Critères définis dans le cadre de la Directive 2009/28/CE du Parlement européen et du Conseil du 23 avril 2009 relative à la promotion de l'utilisation de l'énergie produite à partir de sources renouvelables et modifiant puis abrogeant les directives 2001/77/CE et 2003/30/CE, JOUE, 5 juin 2009, L140.

<sup>18</sup> Au sein du groupe de travail CEN /TC 383 « *Biomasse produite de façon durable pour des utilisations énergétiques* » chargé par la Commission de faire un rapport sur les exigences de durabilité à retenir pour les autres utilisations énergétiques de la biomasse (en application de l'article 17, 9., de la Directive précitée), il a été décidé, en mai 2009, de n'ajouter aucun critère de durabilité additionnel par rapport à ceux qui ont été définis pour les biocarburants et les bioliquides.

- [4] Pour mieux faire comprendre leur demande de prise en compte des critères européens de durabilité définis pour les biocarburants et les bioliquides, ces mêmes membres expliquent que si les critères n'étaient pas identiques, cela signifierait qu'un bois utilisé à des fins énergétiques répondant aux critères de durabilité européens, devrait répondre à des critères différents et / ou additionnels de durabilité au niveau belge. En d'autres termes, un bois utilisé à des fins énergétiques pourrait être considéré comme "durable" au niveau européen et ne pas l'être pour l'Etat fédéral belge. Ceci est difficilement acceptable pour ces membres, et ce, même sur base d'une initiative volontaire de l'Etat fédéral. De même, un bois utilisé à des fins énergétiques pourrait être durable sur base des critères européens (voire belges puisque la Belgique devra finalement se rallier aux critères européens), et ne plus l'être pour l'Etat fédéral lorsque ce bois est utilisé à des fins non-énergétiques. Le caractère durable d'un bois dépendrait alors de son utilisation finale, ce qui serait contraire à l'avis antérieur du Conseil selon lequel les critères de durabilité doivent être "*uniformes pour le stade de la production et indépendants de l'utilisation finale, pour éviter les effets de glissements*".<sup>19</sup> De plus, un niveau d'exigence de durabilité plus élevé pour une utilisation 'matière' risquerait d'encourager les producteurs à orienter leur production vers la filière énergétique, ce qui serait contraire à la hiérarchie d'utilisation de la biomasse prônée par le Conseil.<sup>20</sup>
- [5] Ces membres expliquent en outre que la directive pour la promotion des énergies renouvelables prévoit que la Commission peut décider que des systèmes internationaux volontaires qui établissent des normes pour la production de produits de la biomasse répondant aux critères de la directive, suffisent à prouver que des biocarburants sont conformes aux critères de durabilité qu'elle définit. Dès lors, si des systèmes comme PEFC ou FSC étaient reconnus par la Commission, toute biomasse utilisée à des fins de biocarburants / bioliquides (et ensuite à des fins énergétiques) et labellisée "PEFC" ou "FSC", serait considérée comme durable par la Commission européenne. Ces membres estiment en conséquence que si du bois est certifié par un des systèmes reconnus par la Commission, il doit être considéré comme durable, y compris dans le cadre des achats publics de l'Etat fédéral.
- [6] D'autres membres du Conseil<sup>21</sup> considèrent par contre que les critères de durabilité définis pour les biocarburants et les bioliquides dans le cadre de la Directive européenne sur la promotion de l'utilisation de l'énergie renouvelable<sup>22</sup>, ne peuvent pas remplacer des critères spécifiques destinés à orienter la politique publique d'achat de bois et de produits à base de bois. Ils soulignent que les critères de durabilité pour les biocarburants et les bioliquides ne font aucune référence à la gestion forestière durable et n'incluent pas de critères sociaux. Or, les aspects sociaux sont inhérents à une gestion forestière durable. Différentes instances internationales y font d'ailleurs référence.<sup>23</sup> De plus, ils soulignent que les critères énoncés au niveau européen pour les biocarburants et les bioliquides concernent les conditions d'accès au marché. Or, ici, il s'agit d'une hypothèse bien différente puisqu'il ne s'agit pas de conditionner l'accès au marché, mais bien de définir, au niveau de l'administration fédérale, quelle gestion forestière cette autorité publique souhaite encourager par sa politique d'achat et le rôle d'exemple qui y est lié.
- [7] Dans cette optique, ces membres considèrent que les critères proposés par l'administration forment une bonne base, moyennant toutefois quelques ajouts et remarques.

---

<sup>19</sup> Point [23] de l'[Avis n° 4 du 4 juillet 2008](#) sur la biomasse, consultable sur le site [www.cfdd.be](http://www.cfdd.be) dans la rubrique 'publications'

<sup>20</sup> Point [12] de l'[Avis n° 4 du 4 juillet 2008](#) précité.

<sup>21</sup> Membres qui soutiennent cette position : Mr Jan Turf (BBL) – vice-président ; Mr Roland de Schaetzen (Natagora), Mme Jacqueline Gilissen (IEB), Mr Marc-Olivier Herman (Greenpeace), Mme Jacqueline Miller (IEW), Mme Sabien Leemans (WWF) – représentants des ONG pour la protection de l'environnement ; Mme Brigitte Gloire (Oxfam-Solidarité), Mme An Heyerick (VODO), Mr Bogdan Vanden Berghe (11.11.11), Mr Nicolas Van Nuffel (CNCD) – représentants des ONG pour la coopération au développement ; Mme Catherine Rousseau (CRIOC), Mr Christian Rousseau (Test Achat) – représentants des ONG qui défendent les intérêts des consommateurs ; Mr Jean-Pascal van Ypersele de Strihou (UCL), Mr Edwin Zaccāi (ULB) – représentants du monde scientifique.

<sup>22</sup> Critères qui, selon eux, ne sont pas nécessairement sur le point d'être étendus à l'ensemble de la biomasse à des fins énergétiques, vu la présentation en juin 2009 des résultats d'une consultation publique comme première étape dans un processus d'adoption d'une nouvelle directive sur les applications énergétiques de la biomasse (production d'électricité et de chaleur), qui atteste qu'aucune décision n'a encore été prise par la Commission européenne à cet égard : [http://ec.europa.eu/energy/renewables/consultations/doc/results\\_public\\_consultation\\_biomass\\_sustainability\\_scheme.pdf](http://ec.europa.eu/energy/renewables/consultations/doc/results_public_consultation_biomass_sustainability_scheme.pdf).

<sup>23</sup> Article 2b, Forest Principles, Conférence des Nations Unies, Rio, 1992, [www.un.org/documents/ga/conf151/aconf15126-3annex3.htm](http://www.un.org/documents/ga/conf151/aconf15126-3annex3.htm) ; "General Guidelines for the Sustainable Management of Forests in Europe"(Resolution H1 of the Second Ministerial Conference on the Protection of Forests in Europe, June 1993, Helsinki), para D. [www.mcpfe.org/files/u1/helsinki\\_resolution\\_h1.pdf](http://www.mcpfe.org/files/u1/helsinki_resolution_h1.pdf).

- [8] <sup>24</sup>Plusieurs membres du Conseil<sup>25</sup> sont également d'avis qu'il convient, au stade de l'évaluation, de distinguer les différents systèmes nationaux de certification s'ils ne présentent pas tous les mêmes garanties en termes de gestion forestière durable, ce qui implique notamment la protection de la biodiversité et le respect du dialogue social et des droits des populations locales, et en termes de procédure de décision (« decision making process »).
- [9] D'autres membres<sup>26</sup> considèrent au contraire que ces sont les méta-systèmes de certification qu'il faut analyser.
- [10] Ceci étant, au-delà de ces différences de point de vue, l'ensemble des membres du Conseil apprécie que la liste des critères ait été élaborée suivant la structure des différents éléments d'un système de certification. Le Conseil apprécie également qu'une analyse approfondie ait été faite par ProForest. Et le souci qu'un des objectifs explicites de la circulaire soit d'encourager la production de bois durable et l'augmentation de la quantité de bois certifié sur le marché est partagé par l'ensemble des membres.
- [11] Le Conseil se réjouit que l'intégration verticale ait été respectée dans ce dossier, par la consultation des Régions sur le projet de circulaire. Le Conseil regrette cependant que les critères de durabilité pour le bois ne soient pas adoptés de manière harmonisée au niveau de l'Union européenne. Le Conseil demande dès lors que la Belgique plaide pour une telle harmonisation auprès des instances compétentes.
- [12] Le Conseil se réjouit de l'introduction de l'exigence de légalité dans les critères. Compte tenu des résultats de l'étude de ProForest quant à l'application effective de la circulaire par les administrations, et vu l'importance du rôle d'exemple de l'autorité publique, le Conseil souligne cependant l'importance d'indiquer clairement dans la circulaire le caractère cumulatif des conditions de légalité et de durabilité comme minimum requis, pour que les administrations ne se limitent pas, dans leurs marchés publics, à la seule exigence de légalité.
- [13] En outre, pour permettre aux administrations fédérales de mieux cerner quels produits respectent ou non ces exigences minimales de légalité et de durabilité, le Conseil estime qu'une formation spécifique détaillée sur les achats durables doit être dispensées aux fonctionnaires chargés des marchés publics. Cette formation pourrait le cas échéant être organisée avec l'aide et la participation du SPP DD, qui a la mise à disposition de son expertise dans ses attributions légales, et qui travaille actuellement sur la rédaction de fiches d'information sur les achats durables. Cette formation pourrait par exemple être proposée dans le cadre de l'offre de formations certifiées, ce qui permettrait, potentiellement, de toucher un grand nombre de fonctionnaires avec une étude approfondie et impartiale de la question. Sinon, une autre piste pour renforcer l'application de la circulaire par les administrations, pourrait être la création, auprès du département 'environnement' du SPF SPSCAE ou auprès d'un autre organisme, d'un service d'avis ou de médiation chargé de guider et d'aider les administrations dans l'application correcte de la circulaire.
- [14] En ce qui concerne la communication d'informations à l'égard des citoyens et du secteur, le Conseil est d'avis que des associations telles que Fair Timber, PEFC ou FSC, disposent déjà des canaux d'information nécessaires, qui pourraient être mis à profit dans le cadre d'une collaboration avec l'administration compétente. Cette collaboration privé/public est importante, car l'autorité apparaît dans ce contexte comme garante de la neutralité et de l'objectivité de l'information fournie, ce qui confère à cette information un plus grand impact.
- [15] Le Conseil est conscient du problème soulevé par ProForest concernant l'exigence actuelle d'une composition de 100% de matière de bois durable dans les produits composites. Le Conseil pense qu'un pourcentage de 70% est acceptable.

---

<sup>24</sup> S'abstiennent pour cette fourchette : Mr Theo Rombouts – président ; Mr Piet Vanden Abeele (UNIZO) – représentant des employeurs ; Mr Dries Lesage (UG), Mr Jean-Pascal van Ypersele de Strihou (UCL) – représentants du monde scientifique.

<sup>25</sup> Membres qui soutiennent cette position : Mr Jan Turf (BBL) – vice-président ; Mr Roland de Schaetzen (Natagora), Mme Jacqueline Gilissen (IEB), Mr Marc-Olivier Herman (Greenpeace), Mme Jacqueline Miller (IEW), Mme Sabien Leemans (WWF) – représentants des ONG pour la protection de l'environnement ; Mme Brigitte Gloire (Oxfam-Solidarité), Mme An Heyerick (VODO), Mr Bogdan Vanden Berghe (11.11.11), Mr Nicolas Van Nuffel (CNCD) – représentants des ONG pour la coopération au développement ; Mme Catherine Rousseau (CRIOC), Mr Christian Rousseau (Test Achat) – représentants des ONG qui défendent les intérêts des consommateurs.

<sup>26</sup> Membres qui soutiennent cette position : Mme Isabelle Callens (FEB) – vice-présidente ; Mme Isabelle Chaput (Essenscia), Mr Arnaud Deplae (UCM), Mme An Nachtergaele (FEVIA), Mme Marie-Laurence Semaille (FWA), Mr Olivier Van Der Maren (FEB) – représentants des employeurs ; Mme Hilde De Buck (Electrabel), Mr Frank Schoonacker (SPE) – représentants des producteurs d'énergie ; Mme Monique Carnol (ULG), Mr Reinhart Ceulemans (JA), Mme Lieve Helsen (KUL), Mr Edwin Zaccarà (ULB) – représentants du monde scientifique.

- [16] Même si cet aspect a été présenté comme hors du scope de la demande d'avis, le Conseil souhaite ajouter quelques remarques relatives à l'évaluation des systèmes de certification, qui aura lieu après l'adoption des critères. Le Conseil souhaite tout d'abord souligner qu'il attache beaucoup d'importance au fait que d'autres systèmes de certification que FSC et PEFC puissent être reconnus sur base de l'évaluation de la conformité avec la liste des critères qui sera retenue. Ensuite, dans la ligne de ce qui est recommandé par ProForest dans son étude, le Conseil est d'avis que cette évaluation doit être faite par une organisme externe indépendant, sur base d'un système d'évaluation objectif (comprenant un système de points et des règles concernant le respect global des conditions par les différents systèmes évalués) qui tienne compte de manière raisonnable à la fois des procédures écrites et des pratiques effectives. Cette évaluation doit résulter en une seule et même liste, et pas en une double liste comme c'est le cas actuellement. Une double liste génère en effet trop de confusion. Le Conseil reste en outre dans l'expectative quant au déroulement réel de cette évaluation. Le Conseil s'interroge en effet beaucoup sur les modalités pratiques de celle-ci et regrette qu'aucune décision à cet égard n'ait encore été prise, car la définition des critères et leur application sont des aspects étroitement imbriqués. Il n'est pas possible pour le Conseil de se prononcer sur les critères indépendamment de l'usage qui en sera fait sans émettre des réserves.

### 2.3. Liste de critères

- [17] Comme il ressort de ce qui précède, le Conseil n'a pas été en mesure de dégager un consensus sur la totalité de la liste des critères proposés. C'est pourquoi l'avis se limite à des remarques d'ordre général.
- [18] Le Conseil est cependant d'avis qu'il peut être utile pour l'administration de savoir quels critères ont été discutés en son sein, sans toutefois faire l'objet d'un accord généralisé de la part du Conseil. Le Conseil a dès lors décidé de les communiquer à titre purement informatif en les annexant au présent avis, sous la forme d'un tableau reprenant, en plus du tableau présentant la proposition de l'administration, deux points de vue différents.
- [19] <sup>27</sup>En ce qui concerne spécifiquement la question de la date à retenir pour la limite acceptable dans la conversion des forêts, les deux points de vue en présence sont les suivants :
- 1) Année de référence = 1996 (année de ratification de la Convention sur la Biodiversité par la Belgique)<sup>28</sup>
  - 2) Année de référence = 2008 (janvier 2008 est la date qui a été approuvée au niveau européen comme référence pour la conversion des sols au regard des biocarburant et des biofuels : article 17 de la Directive 2009/28/EC)<sup>29</sup>

---

<sup>27</sup> S'abstiennent pour cette fourchette : Mr Theo Rombouts – président ; Mme Catherine Rousseau (CRIOC) – représentante des ONG qui défendent les intérêts des consommateurs ; Mr Piet Vanden Abeele (UNIZO) – représentant des employeurs ; Mr Dries Lesage (UG), Mr Jean-Pascal van Ypersele de Strihou (UCL), Mr Edwin Zaccari (ULB) – représentants du monde scientifique.

<sup>28</sup> Membres qui soutiennent cette position : Mr Jan Turf (BBL) – vice-président ; Mr Roland de Schaetzen (Natagora), Mme Jacqueline Gilissen (IEB), Mr Marc-Olivier Herman (Greenpeace), Mme Jacqueline Miller (IEW), Mme Sabien Leemans (WWF) – représentants des ONG pour la protection de l'environnement ; Mme Brigitte Gloire (Oxfam-Solidarité), Mme An Heyerick (VODO), Mr Bogdan Vanden Berghe (11.11.11), Mr Nicolas Van Nuffel (CNCD) – représentants des ONG pour la coopération au développement ; Mr Christian Rousseau (Test Achat) – représentant des ONG qui défendent les intérêts des consommateurs.

<sup>29</sup> Membres qui soutiennent cette position : Mme Isabelle Callens (FEB) – vice-présidente ; Mme Isabelle Chaput (Essenscia), Mr Arnaud Deplae (UCM), Mme An Nachtergaele (FEVIA), Mme Marie-Laurence Semaille (FWA), Mr Olivier Van Der Maren (FEB) – représentants des employeurs ; Mme Hilde De Buck (Electrabel), Mr Frank Schoonacker (SPE) – représentants des producteurs d'énergie ; Mme Monique Carnol (ULG), Mr Reinhart Ceulemans (UA), Mme Lieve Helsen (KUL) – représentants du monde scientifique.

**Annexe 1. Liste des critères – présentation informative des propositions alternatives considérées lors des discussions et n’ayant pas fait l’objet d’un vote**

**Legality**

Criteria		Federal (2006)	Proposed common criteria <b>Administration</b>	Alternative proposed criteria <b>N°1</b>	Alternative proposed criteria <b>N°2</b>
<b>Property rights/ use rights to the forest*</b>		A legality definition has not been taken up in the Belgian PPP.	The forest owner/ manager holds the legal use rights to the forest.  Both the forest management organisation and any contractors comply with local, national and international legal requirements including those relevant to: (see 4)	<i>[Support for the common criteria proposed by the administration]</i>	<i>[Support for the common criteria proposed by the administration]</i>
<b>Payment of taxes and fees</b>		A legality definition has not been taken up in the Belgian PPP.	All relevant royalties and taxes are paid for	<i>[Support for the common criteria proposed by the administration]</i>	<i>[Support for the common criteria proposed by the administration]</i>
<b>Compliance with CITES*</b>		A legality definition has not been taken up in the Belgian PPP.	Compliance with CITES is required	<i>[Support for the common criteria proposed by the administration]</i>	<i>[Support for the common criteria proposed by the administration]</i>

<p><b>Compliance with relevant legislation and regulations</b></p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Forest management / harvest</li> <li>• Environment</li> <li>• Labour and welfare</li> <li>• Health and safety</li> <li>• Other parties' tenure and use rights</li> </ul>	<p>A legality definition has not been taken up in the Belgian PPP.</p> <p>Implicit: Criterion 3: The forest certification scheme must guarantee that forest management obeys both national rules and regulations and international treaties</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Forest management<sup>30</sup></li> <li>• Environment<sup>31</sup></li> <li>• Labour and welfare<sup>32</sup></li> <li>• Health and safety<sup>33</sup></li> <li>• Other parties' tenure and use rights<sup>34</sup></li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Forest management : Legal and regulatory obligations that apply to the forest management unit, including international agreements, are fulfilled, <b>irrespective of the fact that a given country has ratified these agreements.</b></li> <li>• Environment : Legal and regulatory obligations that apply to the forest management unit, including international agreements, <b>such as the Convention on Biological Diversity (CBD), are fulfilled, irrespective of the fact that a given country has ratified these agreements.</b></li> <li>• Labour and welfare : Employees have the right to organise and negotiate wages and employment conditions, in accordance with national laws and the core conventions of the International Labour Organisation (ILO).</li> <li>• Health and safety: The forest manager must take adequate health and safety measures, at least in compliance with relevant legislation and in accordance with ILO conventions, in order to protect the personnel and, where appropriate, the local population.</li> </ul>	<p><i>[Support for the common criteria proposed by the administration]</i></p>
--	---	---	--	---	--

<sup>30</sup> Legal and regulatory obligations that apply to the forest management unit, including international agreements, are fulfilled

<sup>31</sup> Legal and regulatory obligations that apply to the forest management unit, including international agreements, are fulfilled

<sup>32</sup> Employees have the right to organise and negotiate wages and employment conditions, in accordance with national laws and the core conventions of the International Labour Organisation (ILO).

<sup>33</sup> The forest manager must take adequate health and safety measures, at least in compliance with relevant legislation and in accordance with ILO conventions, in order to protect the personnel and, where appropriate, the local population

<sup>34</sup> The legal status of the management of the forest management unit and claims from the local population, including indigenous peoples, to the property/tenure or use rights of the forest management unit or a portion thereof have been inventoried and are respected



				<ul style="list-style-type: none"> <li>Other parties' tenure and use rights : The legal status of the management of the forest management unit and claims from the local population, including indigenous peoples, to the property/tenure or use rights of the forest management unit or a portion thereof have been inventoried and are respected. Legal and regulatory obligations that apply to the forest management unit, including international agreements, such as ILO Convention 169 and the UN Declaration on the rights of indigenous peoples, are fulfilled, irrespective of the fact that a given country has ratified these agreements.</li> </ul>	
<b>Control of illegal activities</b>		A legality definition has not been taken up	The forest management unit is sufficiently protected against all forms of illegal exploitation, illegal establishment of settlements, illegal land use, illegally initiated fires, and other illegal activities.	The forest management unit is sufficiently protected by reasonable measures against all forms of illegal exploitation, illegal establishment of settlements, illegal land use, illegally initiated fires, and other illegal activities.	The forest management unit is sufficiently protected by reasonable measures against all forms of illegal exploitation, illegal establishment of settlements, illegal land use, illegally initiated fires, and other illegal activities.

## Sustainability

### 1. Standard content

Wherever the relevant policy level, competent for forest management in Belgium, has developed its own guidelines for sustainable forest management, the principles and measures for forest certification schemes shall be in line with these guidelines, as long as they also cover the 7 principles mentioned below:

Criteria	Federal (2006)	Proposed common criteria	Alternative proposed criteria	Alternative proposed criteria
		<b>Administration</b>	<b>N°1</b>	

				N°2	
<p><b>General</b></p>			<p>In Europe, these principles and measures shall at least correspond to those of the Pan-European Operational Level Guidelines for Sustainable Forest Management, as endorsed by the Lisbon Ministerial Conference on the Protection of Forests in Europe (2 to 4 June 1998). Outside Europe they shall at least correspond to the UNCED Forest Principles (Rio de Janeiro, June 1992) and, where applicable, to the criteria or guidelines for sustainable forest management as adopted under the respective international and regional initiatives (inter alia ITTO, Montreal Process, Tarapoto Process, UNEP/FAO Dry-Zone Africa Initiative).</p> <p>These principles and measures should cover at least:</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. the productive functions of forest resources</li> <li>2. the protective functions of forest resources</li> <li>3. the forest health and vitality</li> <li>4. the biological diversity of forest resources</li> <li>5. the socio-economic functions of forest resources</li> <li>6. the extent of forest resources</li> <li>7. the management aspects</li> </ol>	<p>In Europe, these principles and measures shall at least correspond to those of the Pan-European Operational Level Guidelines for Sustainable Forest Management, as endorsed by the Lisbon Ministerial Conference on the Protection of Forests in Europe (2 to 4 June 1998). Outside Europe they shall at least correspond to the UNCED Forest Principles (Rio de Janeiro, June 1992) and, where applicable, to the criteria or guidelines for sustainable forest management as adopted under the respective international and regional initiatives (inter alia ITTO, Montreal Process, Tarapoto Process, UNEP/FAO Dry-Zone Africa Initiative).</p> <p>Such international principles can be developed either to guide national planning and reporting, or to guide management at the scale of the forest management unit. As certification applies at the latter level it is appropriate to base certification standards on international principles designed for this use.</p> <p>These principles and measures should cover at least:</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. the productive functions of forest resources</li> <li>2. the protective functions of forest resources</li> <li>3. the forest health and vitality</li> <li>4. the biological</li> </ol>	<p><i>[Support for the common criteria proposed by the administration]</i></p>

				<p>diversity of forest resources</p> <p>5. the socio-economic functions of forest resources</p> <p>6. the extent of forest resources</p> <p>7. the management aspects</p>	
<b>Productive function of forest resource</b>	Harvest rates	Implicit Criterion 1: the forest certification scheme must guarantee that forest management is based on internationally accepted standards and criteria (including Helsinki criteria) that are institutionally and politically adapted to the local situations.	<p><b>1. the productive functions of forest resources</b></p> <p>The forest management ensures the production and maintenance of a wide range of ecosystem goods and services. It recognizes the importance of maintaining and improving an ample and valuable supply of primary forest products while ensuring that production and harvesting are sustainable and do not compromise the management options of future generations nor the ecological and socio-economic functions of the forest.</p>	<i>[Support for the common criteria proposed by the administration]</i>	<i>[Support for the common criteria proposed by the administration]</i>
<b>Protective function of forest resource</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Impacts on soil, water and other natural resources</li> <li>• Environmental impact assessment</li> <li>• Use of chemicals/pesticides</li> <li>• Disposal of waste</li> <li>• Ecological cycles</li> <li>• Reduced Impact logging</li> </ul>	<p>Implicit Criterion 1: the forest certification scheme must guarantee that forest management is based on internationally accepted standards and criteria (including Helsinki criteria) that are institutionally and politically adapted to the local situations.</p> <p>Criterion 7: (...). Certification must adequate protection of the environment and of social aspects</p>	<p><b>2. the protective functions of forest resources</b></p> <p>The forest management maintains or enhances the soil and (natural) hydrological conditions as well as other ecosystem characteristics, and provides benefits to agriculture and rural livelihoods.</p> <p>The use of chemicals is only permitted, if relevant laws allow for its application. and no sustainable alternatives,</p>	<p><b>2. the protective functions of forest resources</b></p> <p>The forest management maintains or enhances the soil and (natural) hydrological conditions as well as other ecosystem characteristics, and provides benefits to agriculture and rural livelihoods.</p> <p>The use of chemicals is only permitted, if relevant laws allow for its application. and no sustainable alternatives,</p>	<p><b>2. the protective functions of forest resources</b></p> <p>The forest management maintains or enhances the soil and (natural) hydrological conditions as well as other ecosystem characteristics, and provides benefits to agriculture and rural livelihoods.</p> <p>The use of chemicals is only permitted, if relevant laws allow for its application. <del>and no sustainable alternatives,</del></p>

			including appropriate silvicultural alternatives and other biological measures, are available.	including appropriate silvicultural alternatives and other biological measures, are available.  The standard must ensure that harm to ecosystems is minimized. In order to do this the standard must include requirements for appropriate assessment of impacts and planning to minimize impacts.  Avoidable damage to the ecosystem is prevented by application of the most suitable and available methods and techniques for logging and road construction under the prevailing conditions.	<del>including appropriate silvicultural alternatives and other biological measures, are available. Sustainable alternatives, including appropriate silvicultural alternatives and other biological measures are preferred.</del>  The standard must ensure that harm to ecosystems is minimized.
<b>Health and vitality of forests</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Management of fires, diseases and pests</li> <li>• Genetically modified organisms</li> </ul>	Implicit Criterion 1: the forest certification scheme must guarantee that forest management is based on internationally accepted standards and criteria (including Helsinki criteria) that are institutionally and politically adapted to the local situations	<p><b>3. the forest health and vitality</b></p> <p>The forest management maintains or enhances the ecosystem health and vitality. It must therefore ensure that risks and impacts of unwanted disturbances are minimized, including wildfires, airborne pollution, storm felling, invasive species, pests and diseases, in order to maintain the integrity of the forest.</p> <p>Appropriate indigenous tree species are preferred.</p> <p>The use of genetically modified organisms is not allowed.</p>	<p><i>[Support for the common criteria proposed by the administration]</i></p>	<p><b>3. the forest health and vitality</b></p> <p>The forest management maintains or enhances the ecosystem health and vitality. It must therefore ensure that risks and impacts of unwanted disturbances are minimized, including wildfires, airborne pollution, storm felling, invasive species, pests and diseases, in order to maintain the integrity of the forest.</p> <p><del>Appropriate indigenous tree species</del> Trees adapted to the local conditions of the soil station are preferred.</p> <p>The use of genetically modified organisms is not allowed.</p>
<b>Biological diversity</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Treatment of high conservation value forests / key</li> </ul>	Implicit Criterion 1: the forest certification scheme must guarantee that forest	<p><b>4. the biological diversity of the forest resources</b></p>	<p><b>4. the biological diversity of the forest resources</b></p>	<p><i>[Support for the common criteria proposed by the administration]</i></p>

	<p>ecosystems or habitats</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Protection of rare, threatened and endangered species</li> <li>• Establishment of conservation areas for key habitats</li> <li>• Non timber forest products (exploitation is regulated and monitored)</li> </ul>	<p>management is based on internationally accepted standards and criteria (including Helsinki criteria) that are institutionally and politically adapted to the local situation.</p>	<p>The forest management ensures the conservation or enhancement of biological diversity at ecosystem (landscape), species and genetic levels. Such conservation, including the protection of landscapes and areas with fragile ecosystems and the protection of rare, threatened and endangered species, ensures that diversity of life is maintained.</p>	<p>The forest management ensures the conservation or enhancement of biological diversity at ecosystem (landscape), species and genetic levels. Such conservation, including the protection of landscapes and areas with fragile ecosystems and the protection of rare, threatened and endangered species, ensures that diversity of life is maintained. <b>In order to do this, the standard must include requirements for:</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ The conservation / set-aside of key ecosystems or habitats in their natural state.</li> <li>▪ Implementation of safeguards to protect rare, threatened and endangered species.</li> <li>▪ The exploitation of non-timber forest products, including hunting and fishing, are regulated, monitored and controlled. If relevant, knowledge of the local population, indigenous peoples, and locally active environmental organizations is utilized in monitoring commercial exploitation.</li> </ul>	
<p><b>Extent of forest resource</b></p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Forest area</li> <li>• Composition of forest and/or conversion issues</li> <li>• Provision for plantations</li> </ul>	<p>Implicit Criterion 1: the forest certification scheme must guarantee that forest management is based on internationally accepted standards and criteria (including Helsinki criteria) that are institutionally and politically adapted to the local situations.</p>	<p><b>5. the extent of forest resources</b></p> <p>The forest management recognizes the importance of adequate forest cover and stocking, including trees outside forests, to support the social, economic and environmental dimensions of forestry; to reduce deforestation; and to restore and rehabilitate degraded forest landscapes. The</p>	<p><b>5. the extent of forest resources</b></p> <p>The forest management recognizes the importance of adequate forest cover and stocking, including trees outside forests, to support the social, economic and environmental dimensions of forestry; to reduce deforestation; and to restore and rehabilitate degraded forest landscapes. The</p>	<p><b>5. the extent of forest resources</b></p> <p>The forest management recognizes the importance of adequate forest cover and stocking, including trees outside forests, to support the social, economic and environmental dimensions of forestry; to reduce deforestation; and to restore and rehabilitate degraded forest landscapes. The</p>

			<p>existence and extent of specific forest types are important as a basis for conservation efforts.</p> <p>Plantation forests are managed in a sustainable way and shall not be established through the conversion of natural forest after [2005]<sup>35</sup></p>	<p>existence and extent of specific forest types are important as a basis for conservation efforts.</p> <p>Plantation forests are managed in a sustainable way and shall not be established through the conversion of natural forest after 1996.</p> <p>In case of plantations, indigenous species are preferred and a relevant proportion of the plantation shall be allowed to regenerate to natural forest.</p>	<p>existence and extent of specific forest types are important as a basis for conservation efforts.</p> <p>Plantation forests are managed in a sustainable way and shall not be established through the conversion of natural forest after 2008.</p>
<b>Socio-economic</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>General</li> </ul>		<p><b>6. the socio-economic functions forest resources</b></p> <p>The forest management is based on a highly developed social dialogue and ensures that the socio-economic function of the forest resources is maintained or enhanced. Therefore:</p>	<p><i>[Support for the common criteria proposed by the administration]</i></p>	<p><i>[Support for the common criteria proposed by the administration]</i></p>
	<ul style="list-style-type: none"> <li>Respect property and use rights of local communities and indigenous peoples</li> </ul>	<p>Criterion 7: The forest certification scheme must guarantee that the forest management is based on a highly developed social dialogue and with due respect for indigenous peoples. Certification must ensure adequate protection of the environment and of social aspects</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Property and land tenure rights as well as legal, customary and traditional rights related to forest land and the utilization of forest resources should be clarified, recognized and respected.</li> </ul>	<p><i>[Support for the common criteria proposed by the administration]</i></p>	<p><i>[Support for the common criteria proposed by the administration]</i></p>
	<ul style="list-style-type: none"> <li>Appropriate mechanism for disputes resolution regarding property and use rights</li> </ul>		<ul style="list-style-type: none"> <li>Appropriate mechanisms for resolving disputes between timber production operators</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Appropriate mechanisms for resolving disputes <del>between timber production operators</del></li> </ul>	<p><i>[Support for the common criteria proposed by the administration]</i></p>

<sup>35</sup> A federal public procurement policy on timber and timber products was approved by the federal Council of Minister on 18 November 2005 (Circular letter P&O/DO/2. Therefore 2005 is suggested. More advice for the FRDO/CFDD is necessary.

			logging in the forests and local people should be laid down.	logging in the forests and local people regarding forest management, tenure claims and use rights, working conditions or social services and for providing fair compensation in the case of loss or damage, should be laid down.	
	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Benefits to local community</li> </ul>			<ul style="list-style-type: none"> <li>• Forest management stimulates employment of the local population, including indigenous peoples, as well as the local processing of timber and non-timber forest products.</li> <li>• Insofar as not provided for otherwise, a contribution is made to the development of local physical infrastructure and of social services and programmes for the local population, including indigenous peoples. This contribution is made in agreement with the local population.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Forest Management planning should respect the multiple functions of forest to society, have due regard to the role of forest in rural development and especially consider new opportunities for employment.</li> <li>• Sites with recognized special historical, cultural or spiritual significance should be protected or managed in a way that takes due regard to the significance of the site.</li> </ul>
	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Workers' rights to organise and negotiate should be guaranteed</li> </ul>		<ul style="list-style-type: none"> <li>• Employees must be able to organize freely and negotiate wages in accordance with the core conventions of the International Labour Organization</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Employees must be able to organize freely and negotiate wages and employment conditions in accordance with the core conventions of the International Labour Organization.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Employees must be able to organize freely and negotiate wages and employment conditions in accordance with the core conventions of the International Labour Organization</li> </ul>
	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Adequate protection of health and safety</li> </ul>		<ul style="list-style-type: none"> <li>• Working conditions should be safe, and guidance and training in safe working practices should be provided.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Working conditions should be safe, and guidance and training in safe working practices should be provided in order to protect the</li> </ul>	<i>[Support for the common criteria proposed by the administration]</i>

				personnel including contractors and their employees and, where appropriate, the local and indigenous population.	
	<ul style="list-style-type: none"> <li>Social impact assessment</li> </ul>	Criterion 8: The forest certification scheme is participatory in nature and should be acceptable to a large number of stakeholders, including local communities and environmental NGOs.		<ul style="list-style-type: none"> <li>The forest management incorporates the results of social impact assessments.</li> </ul>	<i>[Support for the common criteria proposed by the administration]</i>
	<ul style="list-style-type: none"> <li>Participation and decision making</li> </ul>	Criterion 7: The forest certification scheme must guarantee that the forest management is based on a highly developed social dialogue and with due respect for indigenous peoples. Certification must ensure adequate protection of the environment and of social aspects	<ul style="list-style-type: none"> <li>The forest management involves effective participation of interested parties, such as local communities, forest owners, NGOs and local people .</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>The forest management involves effective participation of interested parties, such as local communities, forest owners, NGOs and local people .</li> <li>The forest management plan and accompanying maps, relevant monitoring results and information about the forest management measures to be applied are publicly available, except for strictly confidential business information.</li> </ul>	<i>[Support for the common criteria proposed by the administration]</i>
<b>Management aspects</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Management cycle (Plan, do, check/monitoring, improve)</li> <li>Management plan and maps</li> <li>Training, skills, expertise</li> <li>Requirements for group or regional certification</li> </ul>	Implicit Criterion 4: the forest certification scheme must guarantee that the forest management is targeted, effective and economically viable	<p><b>7. the management aspects</b></p> <p>The forest management is organized through a periodically revised forest management plan in order to avoid significant negative impacts on forest ecosystem goods and services. Forest are managed by professional staff and forest workers. Adequate periodic training secures the level of skills, including knowledge of relevant laws and treaties.</p>	<i>[Support for the common criteria proposed by the administration]</i>	The forest certification scheme must guarantee that the forest management is targeted, effective and economically viable



- **Standard setting**

Criteria		Federal (2006)	Proposed common criteria <b>Administration</b>	Alternative proposed criteria <b>N°1</b>	Alternative proposed criteria <b>N°2</b>
<b>Standard setting</b>	Participation of stakeholders in standard-setting process	<p>Criterion 8: The forest certification scheme is participatory in nature and should be acceptable to a large number of stakeholders, including local communities and environmental NGOs;</p> <p>Criterion 10: The forest certification scheme must secure the active participation of forest managers/owners;</p> <p>[The ProForest evaluation of our policy points out there these criteria can be interpreted as a requirement for both the content of the standard and the standard setting process → conflation]</p>	<p>The forest certification scheme is participatory in nature and should be acceptable to a large number of stakeholders, including local communities and environmental NGOs;</p> <p>The active participation of forest managers/owners must be secured.</p>	<i>[Support for the common criteria proposed by the administration]</i>	<i>[Support for the common criteria proposed by the administration]</i>
	Decision-making process		The standard-setting and decision-making process	The standard-setting and decision-making process	The standard-setting and decision-making process

			<p>adopted ensures: general agreement, characterized by the absence of sustained opposition to substantial issues by any important part of the concerned interests and by a process that involves seeking to take into account the views of all parties concerned (including economic, environmental and social parties) and to reconcile any conflicting arguments.</p> <p>No decision can be made in the absence of agreement from the majority of an economic, environmental or social interest category.</p>	<p>adopted ensures: general agreement, characterized by the absence of sustained opposition to substantial issues by any important part of the concerned interests and by a process that involves seeking to take into account the views of all parties concerned (including economic, environmental and social parties) and to reconcile any conflicting arguments.</p> <p>No decision can be made in the absence of agreement from the majority of an economic, environmental or social interest category and no single interest can dominate the process.</p>	<p>adopted ensures: general agreement, characterized by the absence of sustained opposition to substantial issues by any important part of the concerned interests and by a process that involves seeking to take into account the views of all parties concerned (including economic, environmental and social parties) and to reconcile any conflicting arguments.</p> <p>No decision can be made in the absence of agreement from the majority of an economic, environmental or social interest category and no single interest can dominate the process.</p>
	Public availability of standards	Criterion 9: The forest certification scheme must be completely transparent for both stakeholders and the public	The forest certification scheme must be completely transparent for both stakeholders and the public.	<i>[Support for the common criteria proposed by the administration]</i>	<i>[Support for the common criteria proposed by the administration]</i>
	International principles and criteria	Criterion 1: the forest certification scheme must guarantee that forest management is based on internationally accepted standards and criteria (including Helsinki criteria) that are institutionally and politically adapted to the local situations	The forest certification scheme must guarantee that forest management is based on internationally accepted standards, and respects all relevant national and local laws.	<i>[Support for the common criteria proposed by the administration]</i>	<i>[Support for the common criteria proposed by the administration]</i>
	Non-discriminatory application		The standard and the procedures for establishing compliance are sufficiently flexible to be applied under	<i>[Support for the common criteria proposed by the administration]</i>	<i>[Support for the common criteria proposed by the administration]</i>

			changing local conditions and to forest management units of any size, either as a part of a group or regional association or otherwise.		
	Performance based		The standard must be performance-based, consisting of objective and verifiable parameters.	<i>[Support for the common criteria proposed by the administration]</i>	<i>[Support for the common criteria proposed by the administration]</i>

- **Certification**

Criteria		Federal (2006)	Proposed common criteria <b>Administration</b>	Alternative proposed criteria <b>N°1</b>	Alternative proposed criteria <b>N°2</b>
<b>Certification</b>	Compliance with relevant ISO Guides etc.		Certification is undertaken by a body whose organisation, systems and procedures conform to applicable ISO guidance <sup>36</sup> , or publicly available equivalent.	<i>[Support for the common criteria proposed by the administration]</i>	<i>[Support for the common criteria proposed by the administration]</i>
	Accreditation requirements	Criterion 11: The certification must be granted by an accredited independent body.	Certification is undertaken by a body which is accredited to evaluate against forest management standards.	<i>[Support for the common criteria proposed by the administration]</i>	<i>[Support for the common criteria proposed by the administration]</i>

<sup>36</sup> such as ISO 17021:2006 'Conformity Assessment - Requirements for Bodies Providing Audit and Certification of Management Systems' and/or ISO Guide 65 'General Requirements for Bodies Operating Product Certification Systems'

	Stakeholders consultation		The certification audit must include sufficient consultation with external stakeholders to ensure that all relevant issues are identified relating to compliance with the requirements of the standard.	<i>[Support for the common criteria proposed by the administration]</i>	<i>[Support for the common criteria proposed by the administration]</i>
	Review of documentation and system and field audit		The requirements for certification audits must include assessment of systems and documentation together with field visits.	<i>[Support for the common criteria proposed by the administration]</i>	<i>[Support for the common criteria proposed by the administration]</i>
	Public availability of reports		The certification process is transparent and a summary of the results of the certification audit (excluding confidential information) must be publicly available to interested parties.	<i>[Support for the common criteria proposed by the administration]</i>	<i>[Support for the common criteria proposed by the administration]</i>
	Accessibility of complaints and disputes mechanism		There is an accessible, functioning and free-of-charge mechanism for dealing with complaints and disputes which is open to any interested party.	<i>[Support for the common criteria proposed by the administration]</i>	<i>[Support for the common criteria proposed by the administration]</i>
<b>Certification scheme governance</b>	Non-discriminatory character		The forest certification scheme must take account of each region's diversity and specificity and must not discriminate against certain forest type, groups of forest owners, countries or regions.	<i>[Support for the common criteria proposed by the administration]</i>	<i>[Support for the common criteria proposed by the administration]</i>
	Legal entity, statutes	Implicit Criterion 2: the forest certification scheme must take account of each region's diversity and specificity and must not discriminate against certain	The certification system shall be managed by a legal entity (system manager).	<i>[Support for the common criteria proposed by the administration]</i>	<i>[Support for the common criteria proposed by the administration]</i>

		forest type, groups of forest owners, countries or regions;			
	Distribution of responsibilities		The certification system comprises at least rules for the following functions: a. standard development b. certification c. accreditation d. supervision of proper performance of tasks and compliance with the rules e. objection and appeal handling f. design and use of logos and labels	<i>[Support for the common criteria proposed by the administration]</i>	<i>[Support for the common criteria proposed by the administration]</i>
	Decision making, complaints and appeal provisions		Decision-making bodies shall reflect the interests of stakeholders and shall provide for adequate procedures for objection and appeal regarding the decisions made and the functioning of the decision-making bodies	Decision-making bodies shall reflect the interests of stakeholders and comprise a balanced representation of the economic, environmental and social interest categories. They shall provide for adequate procedures for objection and appeal regarding the decisions made and the functioning of the decision-making bodies. Decisions are made, if possible, by consensus. If consensus is not possible, procedures are in place to achieve balanced decision making: no major interest group can dominate the process and the voting system prevents environmental, social or economic interests from being overruled.	<i>[Support for the common criteria proposed by the administration]</i>

- **Accreditation**

Criteria		Federal (2006)	Proposed common criteria	Alternative proposed criteria	Alternative proposed criteria
			<b>Administration</b>	<b>N°1</b>	<b>N°2</b>
<b>Accreditation</b>	Accreditation body are internationally recognised, such as compliance with ISO17011, signatory of IAF's MLA and ISEAL and public availability of procedures		<p>Accreditation must be undertaken by a competent and independent national or international body whose organization, systems and procedures are consistent with ISO 17011:2004</p> <p><i>Conformity assessment -- General requirements for accreditation bodies accrediting conformity assessment bodies or equivalent</i></p> <p>The procedures must be transparent and available to the public</p>	<i>[Support for the common criteria proposed by the administration]</i>	<i>[Support for the common criteria proposed by the administration]</i>

- Chain of custody and labelling of wood products

Criteria		Federal (2006)	Proposed common criteria <b>Administration</b>	Alternative proposed criteria <b>N°1</b>	Alternative proposed criteria <b>N°2</b>
<b>Chain of custody standard contents</b>	Basic requirement from the forest to the final point of sale.	Criterion 6: The forest certification scheme must guarantee the traceability of certified products through a Chain of Custody (CoC);	The forest certification scheme must guarantee the existence of a Chain of Custody (CoC) which provides a link between the certified material in the product or product line and certified forests.	<i>[Support for the common criteria proposed by the administration]</i>	<i>[Support for the common criteria proposed by the administration]</i>
	Accreditation requirements		Assessment of chain of custody must be undertaken by a certification body operating in accordance with ISO Guide 65 <i>General Requirements for Bodies Operating Product Certification Systems</i> or equivalent and accredited by an accreditation body operating in accordance with ISO 17011:2004 <i>Conformity assessment -- General requirements for accreditation bodies accrediting conformity assessment bodies</i> or equivalent.	<i>[Support for the common criteria proposed by the administration]</i>	<i>[Support for the common criteria proposed by the administration]</i>
	Specific requirements for group certification		If Group certification of the CoC is allowed, the standard must require that the group as whole must comply with the same requirements which are posed on individual companies. To that end the system requires: (1) A group has a juridical entity, which is responsible for the group	<i>[Support for the common criteria proposed by the administration]</i>	<i>[Support for the common criteria proposed by the administration]</i>

			<p>as a whole.</p> <p>(2) The group has a management system that provides sufficient guarantees that (3) will be met.</p> <p>(3) The group operates according to the principle that 'Relevant international, national, and regional/local legislation and regulations shall be respected'. In addition, each member of the group complies with these requirements inasmuch as they apply to its operations.</p> <p>(4) The group leader has a registration system in place including:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>a. names and addresses of the group members</li> <li>b. declarations of each member to comply with the certification requirements of the CoC.</li> </ul>		
	Requirements on non-certified material in mixed products		<p>If mixing of certified and uncertified wood material in a product or product line is allowed, the uncertified material must be covered by a verifiable system which is designed to ensure that it is from legal sources.</p>	<p>If mixing of certified and uncertified wood material in a product or product line is allowed, the uncertified material must be covered by a verifiable system which is designed to ensure that it is from <b>non-disputed</b>, at least legal sources. <b>Disputed sources</b> are:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• wood harvested in violation of traditional and civil rights,</li> <li>• wood harvested in forests where high conservation values are threatened by management activities</li> <li>• wood harvested in</li> </ul>	<i>[Support for the common criteria proposed by the administration]</i>



				<p>forests being converted to plantations or non-forest use</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• wood from forests in which genetically modified trees are planted</li> </ul>	
	Thresholds of non-certified material		<p>If mixing of certified and uncertified material in a product or product line is allowed (and requirements for sustainability are to be fulfilled), then there must be a system in place ensuring that either:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• The percentage of material in the product or product line from a certified forest is reported and constitutes in average at least 70% (percentage based claim) or;</li> <li>• The proportion of product sold as certified is equivalent to the proportion of certified raw material entering the process (mass balance claim).</li> </ul>	<p><i>[Support for the common criteria proposed by the administration]</i></p>	<p><i>[Support for the common criteria proposed by the administration]</i></p>
	Definition and traceability of recycled materials in mixed products		<p>If recycled material is used there must be a verifiable system in place which is designed to ensure that recycled material is from the following categories:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Pre-consumer recycled wood and wood fibre or industrial by-products but excluding sawmill co-products</li> <li>• Post-consumer recycled wood and wood fibre</li> <li>• Drift wood</li> </ul>	<p><i>[Support for the common criteria proposed by the administration]</i></p>	<p><i>[Support for the common criteria proposed by the administration]</i></p>

<b>Labelling</b>	Design and use of logo's and labels	Criterion 5: Certification should lead to an off-product or on-product label so as to reliably distinguish between products derived from sustainable forest management and other products;	Logos and labels that belong to the certification system and occur on products and documents shall have an unambiguous meaning and shall be applied in accordance with the rules established by the certification system	<i>[Support for the common criteria proposed by the administration]</i>	<i>[Support for the common criteria proposed by the administration]</i>
	Copyright		The logo is copyrighted and is a registered trademark	<i>[Support for the common criteria proposed by the administration]</i>	<i>[Support for the common criteria proposed by the administration]</i>
	Mechanism for controlling claims and labelling about certified products		There is a clearly defined mechanism for controlling all claims made about the certified nature of products which ensures that claims are clear and accurate and that action is taken to prevent any false or misleading claims	<i>[Support for the common criteria proposed by the administration]</i>	<i>[Support for the common criteria proposed by the administration]</i>

## **Annexe 2. Membres de l'Assemblée générale ayant droit de vote qui ont participé au vote pour cet avis**

- Les 4 président et vice-présidents:  
T. Rombouts, *I. Callens*, A. Panneels, *J. Turf*.
- 5 des 6 représentants des organisations non-gouvernementales pour la protection de l'environnement:  
R. de Schaetzen (Natagora), J. Gilissen (IEB), M.-O. Herman (Greenpeace), J. Miller (IEW), *S. Leemans* (WWF)
- 4 des 6 représentants des organisations non-gouvernementales pour la coopération au développement:  
B. Gloire (Oxfam-Solidarité), A. Heyerick (VODO), B. Vanden Berghe (11.11.11), N. Van Nuffel (CNCD)
- Les 2 représentants des organisations non-gouvernementales de défense des intérêts des consommateurs:  
C. Rousseau (CRIOC), C. Rousseau (Test Achat)
- 3 des 6 représentants des organisations des travailleurs:  
J. Decrop (CSC), *S. Storme* (FGTB), D. Van Daele (FGTB)
- Les 6 représentants des organisations des employeurs:  
I. Chaput (Essenscia), A. Deplae (Union des Classes Moyennes), A. Nachtergaele (FEVIA), M.-L. Semaille (Fédération wallonne de l'agriculture), P. Vanden Abeele (Unie van Zelfstandige Ondernemers), *O. Van der Maren* (Fédération des entreprises belges).
- Les 2 représentants des producteurs d'énergie:  
H. De Buck (Electrabel), F. Schoonacker (Samenwerkende Vennootschap voor Productie en Elektriciteit)
- Les 6 représentants des milieux scientifiques:  
M. Carnol (ULG), R. Ceulemans (UA), L. Helsen (KUL), D. Lesage (UG), J.-P. van Ypersele de Strihou (UCL), E. Zaccarï (ULB)

**Total: 32 des 38 membres ayant voix délibérative**

*Remarque: les noms des personnes qui ne sont pas encore nommées en tant que membres du conseil sont notés en italique.*

## **Annexe 3. Réunions de préparation de cet avis**

Le groupe de travail 'normes de produit' s'est réuni les 6 et 22 juillet et les 7 et 18 septembre 2009 pour préparer cet avis.

#### **Annexe 4. Personnes ayant collaboré à la préparation de cet avis.**

- M. Luc LAVRYSEN (UGent)
- Mme Delphine MISONNE (FUSL)

#### **Membres avec voix délibérative et leurs représentants**

- Mme Mieke BONNARENS (UNIZO – Bouwunie)
- Mme Esmeralda BORGIO (BBL)
- Mme Isabelle CALLENS (FEB)
- Mme Myriam GISTELINCK (Oxfam-Solidarité)
- Mme Ingrid HONTIS (FEB – Fedustria)
- Mme An LAMBRECHTS (Greenpeace)
- Mme Sabien LEEMANS (WWF)
- Mme Véronique RIGOT (CNCD)
- M. Sébastien STORME (FGTB)
- M. Olivier VAN DER MAREN (FEB)

#### **Conseillers scientifiques et experts invités**

- Mme Vanessa BIEBEL ( FEB – PEFC)
- M. Firmin FRANCOIS (COBELPA)
- M. Bart HOLVOET (FSC)
- M. Christophe VAN ORSHOVEN (SPF Santé publique, Sécurité de la chaîne alimentaire et Environnement)
- 

#### **Secrétariat**

- M. Jan DE SMEDT
- Mme Vania MALENGREAU